

Alternative socialiste a mille fois raisons :

Rassembler les anticapitalistes contre « ...le discours de QS [qui] ne se distingue pas vraiment du libéralisme de gauche »

Alternative socialiste (AS), collectif de Québec solidaire membre du Comité pour une internationale ouvrière d'origine trotskyste, y va d'un bilan électoral sans l'articuler cependant avec un bilan de la lutte étudiante (« [Perspectives à la suite des élections québécoises](#) », Presse-toi-à-gauche, 9/10/12). Ce bilan vise juste à maints égards malgré cette faille majeure qui l'amène à ne pas prendre en compte la défaite (temporaire ?) de cette grève muée en mouvement social. Or cette défaite était le principal but réussi de l'élection estivale. Cette omission amène AS à minimiser la critique de Québec solidaire, qui a profité de la grève, tout comme le PQ, sans aucunement contribuer à son renforcement (voir mon texte, « [La grande illusion de la victoire](#) », Presse-toi-à-gauche, 9/10/12). AS met cependant le doigt sur le social-libéralisme de la direction de Québec solidaire s'appuyant sur un nombre de plus en plus grand d'adhérents « à carte » davantage influencés par le discours médiatique que les militant-e-s. AS dégage de cette analyse la nécessité de « [l]'unité de la gauche anticapitaliste ».

L'absurdité du « vote stratégique » pour un PQ pressé

La « *courte lune de miel à prévoir avec le PQ* » est déjà passablement amochée mais pas nécessairement l'effet politique de la tactique du coup de roue à gauche pour ramener sur le devant de la scène, au moment opportun, la nécessité du dit « vote stratégique » pour obtenir un gouvernement majoritaire dit de « centre-gauche » quitte peut-être à laisser aux deux porte-parole de Québec solidaire leurs comités respectifs faute de scrutin proportionnel auquel le PQ ne consentira pas. L'appui majoritaire aux Libéraux et à la CAQ, lesquels auraient sans doute formé un gouvernement majoritaire fédéraliste dans le cadre d'un système de scrutin proportionnel à la néerlandaise, « *traduit un certain appui non négligeable aux mesures d'austérité.* » et, du même coup, souligne la portée limitée de l'effet idéologique de la grève étudiante. « *[M]ais le problème fondamental est la difficulté de QS à clairement s'affirmer et vouloir devenir le parti du 99%.* » Rappelons qu'au débat des chefs la porte-parole-présidente a présenté QS comme le parti des 99%... mais pas nécessairement contre le 1% ! « *Le plus grand danger à court terme pour QS est sa dérive électoraliste* » d'où « *...l'empressement de Françoise David à vouloir collaborer avec le PQ...* » à l'encontre de la décision du congrès.

« *La direction du parti et l'aile droite peuvent considérer qu'il soit préférable de faire des alliances électorales ou encore de négliger la rue...* » au point non pas de négliger l'inachevée « *rédaction du programme* », qui a fait l'objet d'un long processus d'élaboration, certes aux méthodes démocratiques contestables (Voir le paragraphe « *Le système de filtres qui change le vin en eau* » de mon texte « ["Changer tout sans briser rien" \(Amir Khadir\)](#) », 15/04/11) mais de mettre sous le tapis la plupart des éléments les plus antilibéraux de la plate-forme électorale. Comment contrer le dit « vote stratégique » pour le PQ si la majorité des slogans sur les affiches électorales et les « plan vert » et « cadre financier » peinent à se différencier du programme péquiste (Voir mon texte « [Le plan Vert et le cadre financier de Québec solidaire](#) », ESSF, 18/08/12) ? Quant aux discours des porte-parole, ils se limitent trop souvent, comme le dit AS, à des « *valeurs floues et abstraites [qui] peuvent conforter certain-ne-s militant-e-s, mais pas la classe ouvrière...* »

Pour guérir Québec solidaire de l'électoralisme social-libéral, AS prescrit, de un, d'« *impliqu[er] QS profondément dans les mouvements sociaux et syndicaux...* » car « *[l]'image que les gens ont de QS comme étant un phénomène essentiellement montréalais, francophone et petit-bourgeois traduit une certaine réalité.* » De deux, il prescrit d'« *impliquer les travailleurs (sic) dans une démarche indépendantiste et intégrer le tout dans un projet de société qui leur est propre.* » Comme moyens pour y arriver, AS donnent l'exemple des « *formations solidaires montréalaises* » et celui du « *journal Solidarités* ». Encore faut-il que leur contenu ne soit pas qu'un reflet ou compatible avec le discours social-libéral de la direction du parti. Rappelons que le journal Solidarités a propagé chez les étudiants et étudiantes le budget social-libéral

« Couragepolitique.org » qui ne proposait que des moyens progressistes pour l'atteinte rapide de l'équilibre budgétaire, objectif néolibéral s'il en est un, sans en plus mettre de l'avant aucune dépense sociale supplémentaire pour lutter contre la crise et la stagnation.

C'est sans doute pour sortir de ce cercle vicieux qu'AS en vient à mettre sur la table « *l'unité de la gauche anticapitaliste* » afin de « *contrebalancer l'influence de la direction et des mouvances plus électoralistes et réformistes* », rien de moins. AS de souligner l'urgence de la tâche car « *[s]i nous ne le faisons pas maintenant, l'anticapitalisme à la base de Québec solidaire risque de se diluer davantage.* » Plus fondamentalement, la conjoncture mondiale nous souffle dans le cou :

« Aujourd'hui, tous les coins du globe, sauf les paradis fiscaux, sont en crise. L'intensité des attaques diffère selon les pays, mais partout la bourgeoisie saccage de plein fouet les acquis historiques de la classe ouvrière. Tous les moteurs de l'économie mondiale (États-Unis, Brésil, Euro, Chine) fonctionnent au ralenti ou stagnent. La crise actuelle va s'amplifier et l'élite tant économique que politique mondiale est incapable d'offrir une réponse claire et cohérente à la situation actuelle. »

Et ce ne sont pas les réformettes péquistes, même si elles devaient toutes être mises en œuvre, ni non plus la plate-forme de Québec solidaire, telle qu'édulcorée par la direction qui n'en fait réellement qu'une plate-forme PQ +, qui vont corriger le tir.

La base d'unité : la « grève sociale » vers l'indépendance anti-fédéral et anti-banques

Comment faire l'unité des anticapitalistes, par en haut ou par en bas ? Sur quelle base, tactique ou stratégique ? Quel type d'organisation, une coalition dirigée par des états-majors ou une assemblée générale où chacun et chacune vote librement sans consigne ? Il y a deux modèles possibles d'agrégation, celui de l'Union des forces progressistes (UFP) en 2001-2002 ou celui de Québec solidaire en 2005-2006. Le premier se fit à la fois par le bas (les UFP locales) et par le haut (les trois composantes PDS/RAP/PCQ) sur la base d'une préalable discussion programmatique et statutaire tranchée au congrès de fondation avec droits de tendances organisées et représentées dans les instances et avec des commissions sectorielles, comme interfaces du parti avec les mouvements sociaux, aussi représentées dans les instances. Le deuxième se fit uniquement par le haut entre les directions nationales d'Option citoyenne de Françoise David et de l'UFP sans possibilité pour les membres, et encore moins pour les non-membres des deux organisations fondatrices exclus d'emblée, de modifier les résolutions élaborées par les directions sauf à les rejeter complètement, pour aboutir à un congrès de fondation sans programme, sauf une vague « *déclaration de principes* », et avec une organisation quasi uniquement électoraliste et des « collectifs » sans représentation dans les instances.

Faut-il faire un dessin pour savoir laquelle des deux méthodes est réellement démocratique et l'autre seulement formellement ? Certes la discussion et la prise de position au sein des collectifs est nécessaire et inévitable mais l'est encore plus la convocation d'une assemblée générale de tous et toutes les anticapitalistes, collectifs et individus, sans déterminisme de ligne de parti. Il n'y a qu'une telle assemblée qui serait en mesure de trancher le débat sur la stratégie du renversement du capitalisme, débat qui passe nécessairement par celui sur l'indépendance nationale du Québec, le seul enjeu que ne maîtrise pas la bourgeoisie canadienne parfaitement en contrôle pour l'instant de la question ouvrière et populaire, de la question du genre et des autres questions nationales. On n'a qu'à se rappeler comment ce débat fut crucial et difficile au moment tant de la fondation de l'UFP que de celle de Québec solidaire. Sauf pour la promotion de la « grève sociale » contre les politiques néolibérales, laquelle à première vue ne fait pas problème chez les anticapitalistes, à la limite tous les autres points litigieux pourraient s'accommoder du droit de tendance à condition qu'il soit réel et non pas fictif à la Québec solidaire.

AS suggère de réunir les anticapitalistes sur la base de l'indépendance, qu'on peut interpréter comme signifiant à la fois indépendance de classe, face au PQ mais aussi face à Option nationale, justement qualifié de « *retour du nationalisme de gauche* » par AS, et comme indépendance nationale, maillon faible de la domination de classe de la bourgeoisie canadienne, y compris son pendant québécois (voir mon texte « [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#) », ESSF, septembre 2004). Pour le réaliser dans la présente conjoncture, on n'a qu'à constater

l'actuelle hystérie patronale et anglophone contre le PQ. Même *The Economist*, hebdomadaire par excellence du capital financier mondial, accorde toute une page, très commentée sur leur site web, à la récente victoire pourtant toute relative du PQ (« [The separatists are back](#) », 8/09/12). Contrairement au réductionnisme nationaliste du PQ et de Québec solidaire, qui ratatinent la lutte pour l'indépendance à une question constitutionnelle et linguistique, dont la pertinence ne fait pas de doute, le noyau dur de la finance mondiale en appréhende le potentiel anticapitaliste de sa propre expropriation. L'enjeu de l'indépendance du Québec a une pertinence anticapitaliste tant pour le Canada et même pour les ÉU. Pour dire vrai, elle ne se fera pas sans le soutien ou la bienveillance de leurs peuples. Ainsi le Québec aurait-il les moyens du plein emploi écologique et non plus de seules réformes à la marge que le torrent de la crise emportera.

Une tactique d'opposition visible à la direction sociale-libérale de Québec solidaire

Reste la litigieuse question de la tactique d'un rassemblement anticapitaliste face à Québec solidaire et en particulier à sa direction. Lors de la fondation du parti, les collectifs anticapitalistes d'alors, tout en maintenant des sites et parfois des publications propagandistes, ont choisi une politique d'alliance avec la direction nationale, quitte à émettre d'occasionnels spasmes protestataires les moins explicites possible surtout quand la main tendue au PQ devenait trop visible. Leurs dirigeants se sont contentés de devenir des conseillers politiques ou des formateurs. Leurs membres des mobilisateurs afin de bonifier le parti de la rue. Six ans plus tard en a résulté un renforcement du social-libéralisme du parti et un fort affaiblissement de ces collectifs au point que certains sont à toute fin pratique disparus du Québec (Socialisme international et Masse critique) ou devenus organisationnellement presque invisibles, du moins dans le grand Montréal où se concentre la réalité nationale (PCQ, Gauche socialiste) quitte à rationaliser ce recul sous prétexte que « *GS priorise la construction d'un parti de gauche de masse, mais limite sa propre construction.* » (Inprecor, [paragraphe Canada-Québec](#)).

Cette politique opportuniste, qu'il faut bien appeler par son nom, a laissé un vide, du moins à Montréal, que comblent de nouveaux collectifs de la grande famille trotskyste, à l'intérieur du parti, et un développement des courants libertaires (et peut-être maoïstes) à l'extérieur, tous recrutant principalement dans la jeunesse pendant que les collectifs opportunistes vieillissent à vue d'œil. Le site web Presse-toi-à-gauche est un cas à part mi-figue mi-raisin influencé peu ou prou par Gauche socialiste. Peut-être pour gérer une contradiction de plus en plus tendue qui ressemble de plus en plus à un grand écart, il devient davantage pluraliste tout en conservant une pondération favorable à un appui peu critique à Québec solidaire, surtout de la part de son comité éditorial.

Pour ne pas tomber dans l'ornière de la première génération de collectifs et face à l'évolution de Québec solidaire, la nouvelle génération de collectifs anticapitalistes se montre plus critique de sa direction. Devrait en découler la tactique à suivre à l'interne, une tactique de visibilité oppositionnelle (site web, tractage, interventions dans les instances, assemblées publiques, formation) dans le cadre d'une solidarité dans la construction du parti combinée à sa propre construction.

Cette tactique n'exclut pas, tant s'en faut, une présence hors parti, par exemple dans les nouvelles assemblées populaires autonomes (APA) en grande partie abandonnées aux courants libertaires dont la lutte radicale contre l'exploitation du 1% reste unilatérale, pas du tout stratégique, prenant peu ou pas du tout en compte les oppressions nationale et de genre. Reste que ces APA, en plus du renforcement de l'ASSÉ qui se colmatara au prochain Sommet de l'éducation, sont le legs organisationnel du grand mouvement social que fut le « printemps érable ». Ils sont encore capables d'organiser de modestes manifestations qui passent cependant sous le radar des monopoles médiatiques (voir mes photos, dans cet envoi, de la manifestation du 13 octobre d'une centaine de personnes pour l'amnistie des accusés, une enquête publique contre la répression et contre l'austérité).

Est-ce que ce tournant arriverait trop tard alors que le rapport de forces était beaucoup plus favorable du temps de l'UFP, quand cette tactique de visibilité ne fut pas plus appliquée, ou même

au moment de la fondation de Québec solidaire quand les anticapitalistes ont abandonné sans combat toute présence dans la direction nationale et, depuis un an ou deux, dans la nébuleuse de conseillers et d'organiseurs qui l'entourent ? C'est possible mais un risque à prendre. C'est une expérience sur la corde raide pour éviter le désert propagandiste ou le marais opportuniste. À Alternative socialiste d'abattre la prochaine carte en évitant le piège des huis clos d'états majors pour plutôt inviter largement à une assemblée générale anticapitaliste sur la base de la « grève sociale » comme porte d'entrée vers un Québec indépendant de l'oppression fédéraliste et de l'exploitation des banques, d'un QS réorganisé pour s'impliquer au sein du mouvement social afin de devenir un parti de la rue proactif et de la mise sur pied d'un collectif ouvert et public en opposition visible à la direction sociale-libérale de Québec solidaire.

Marc Bonhomme, 14 octobre 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca